

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/le-droit-naturel-pour-chaque-enfant-d-avoir-un-pere-et-une-mere-remis-en-cause>

Le droit naturel pour chaque enfant d'avoir un père et une mère remis en cause

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : samedi 15 juin 2019

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Le droit naturel pour chaque enfant d'avoir un père et une mère remis en cause

Les risques de l'ouverture de la PMA à toutes les femmes

Les risques de l'ouverture de la PMA (procréation médicalement assistée) élargie à toutes les femmes et plus seulement aux couples infertiles, sont multiples, en particulier :

- ▶ Ils privent de père l'enfant conçu « par PMA pour toutes les femmes », avec tous les effets que cela pourra avoir sur l'éducation et la construction de ces enfants ;
- ▶ ils interdisent à cet enfant de connaître une partie de sa filiation ;
- ▶ ils conduisent ou peuvent conduire à la GPA (gestation pour autrui) et à une marchandisation des enfants.

Comme d'habitude, la manipulation pour mieux faire passer cette transgression, qualifiée de réforme et présentée comme un geste généreux, passe par des modifications de vocabulaire : après l'IVG « interruption volontaire de grossesse » pour parler d'avortement, voici l'AMP, « assistance médicale à la procréation » au lieu de la PMA.

Une fois de plus l'individualisme forcené de nos sociétés dites « post-modernes » conduit à piétiner les droits légitimes des plus faibles.

Guy Barrey

« Mercredi, lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, Edouard Philippe a annoncé que le projet de loi de bioéthique, qui doit intégrer l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, serait présenté en juillet en conseil des ministres et examiné fin septembre devant les députés.

La réforme, politiquement explosive, provoquerait un bouleversement du Code civil et poserait question en matière de filiation. Afin de mieux comprendre les enjeux suscités par cette ouverture de la PMA pour toutes - promesse de campagne d'Emmanuel Macron -, Dominique Folscheid*, professeur émérite de philosophie morale et politique à l'université Paris-Est et codirecteur du département de recherche éthique biomédicale au collège des Bernardins, répond à nos questions.

Le Point : La PMA est-elle bien identifiée des Français ou se dirige-t-on vers une situation aussi radioactive qu'en 2013 avec la Manif pour tous ?

Dominique Folscheid : Depuis 2013, le temps a passé, les Français ont digéré l'affaire du mariage pour tous et ils sentent d'intuition qu'avec cette loi ils avaient affaire à un package bien emballé, qui contenait la suite. Avec le mariage pour tous - qui a pour nouveau fondement l'indifférence à la différence des sexes -, il était évident qu'on allait accorder à tous les effets du mariage, dont la liberté d'avoir des enfants.

L'emballage, c'est aussi le « pour tous ». De la part des soutiens du projet de loi, qui nous avaient déjà vendu la loi de 2013, il n'y avait aucune raison de changer une formule qui gagne parce qu'elle flatte le tempérament égalitariste des Français. Pour les politiques concernés, dont nous savons pourtant qu'ils n'ont pas vraiment compris dans quelle galère ils embarquaient, cela suffit à les conforter dans la conviction qu'ils font partie du bon camp, celui des « progressistes ». Et qu'ils le sont à deux titres : d'un point de vue sociétal, bien sûr, mais aussi d'un point de vue techno-scientifique.

Par ailleurs, si le public préfère parler de PMA, la loi en vigueur a opté pour l'acronyme AMP, qui signifie « assistance médicale à la procréation », ce qui contribue à créer de la confusion. Sur le fond, techniquement parlant, il n'y a aucune différence entre les deux. La différence se situe au niveau de la hiérarchisation des termes. Avec « PMA », on place la « procréation » en tête ; avec « AMP », c'est l'assistance fournie par la médecine qui est mise à l'honneur. Mais, si l'on veut pousser plus loin l'analyse, on se rend vite compte qu'aucun de ces sigles ne correspond vraiment à la réalité parce qu'il est permis de douter qu'il s'agisse vraiment de médecine. »

Source [Le Point] Auteur d'un livre intitulé « Made in Labo », le professeur de philosophie Dominique Folscheid analyse les risques de l'ouverture de la PMA à toutes les femmes.

Source :

Le Point et

[liberté politique](#)

En acceptant la PMA, on rompt un principe qui va nous conduire inexorablement vers la GPA

Je suis une femme et je ne souhaite pas que :

- ▶ mon corps soit traité comme un produit de consommation
- ▶ des enfants soient choisis et achetés dans des catalogues." - @MarionMarechal

Le témoignage bouleversant de Catherine sur @LCI : « De ne pas savoir d'où je viens, c'est le drame de ma vie. Je ne m'en remettrai jamais. » #PMAsansPère

[le salon beige](#)

Alors que le Premier Ministre, Edouard Philippe, doit présenter ce mercredi les grandes orientations et les priorités du gouvernement dans son discours de politique générale, une enquête Ifop souligne la fracture et le clivage fort au sein de la société sur la PMA.

Réalisé les 5 et 6 juin, ce sondage révèle que :

Le droit naturel pour chaque enfant d'avoir un père et une mère remis en cause

" 82% des Français estiment que « le père et la mère ont des rôles différents et complémentaires pour l'éducation des enfants ».

" 83% se déclarent favorable à ce que « les enfants nés par PMA aient le droit d'avoir un père et une mère ». C'est aussi le cas pour les électeurs d'Emmanuel Macron (81%).

Ludovine de La Rochère, Présidente de La Manif Pour Tous, indique :

« C'est le coeur du sujet qui nous préoccupe ». « Derrière une générosité apparente, la PMA sans père a une réalité que les Français refusent : priver volontairement, dès sa conception, un enfant de son père ».

La PMA sans père et la GPA sont des sujets sensibles. Tout le monde sait combien il est délicat de les aborder. Les Français en sont bien conscients puisque seulement 12% d'entre eux estiment que ces débats permettent de rassembler les Français. Ils ne sont même que 7% chez les électeurs d'Emmanuel Macron.

A l'heure où le calendrier parlementaire est bien rempli, les Français confirment que le moment n'est pas venu de parler de la PMA sans père. Quelle que soit leur sensibilité politique, seul un quart d'entre eux estiment qu'un débat serein est possible maintenant et la moitié des Français pensent qu'il faudrait attendre quelques années.

Enfin, 2 Français sur 3 (66%) pensent que dans le cas où le gouvernement présenterait un projet de loi sur la PMA sans père, « cela risque de susciter des manifestations d'opposition très importantes parce qu'on toucherait aux droits de l'enfant. » Cet avis est partagé par les trois quarts des électeurs de LREM (74%).

Les résultats de ce sondage ont été présentés le 11 juin à la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, par Ludovine de La Rochère, lors d'une réunion de travail sur la filiation des enfants nés de PMA.